

Section 0. Avis d'appel d'offres Ouvert National (AAON)

Avis d'appel d'offres National

Nom de l'Autorité contractante : Ministère des Affaires Etrangères (MAE)

Objet : Accord-cadre à bons de commande pour le gardiennage, surveillance et sécurisation des locaux du Ministère sur 3 ans

Référence du SIGMaP : S_DPAF_123261

Avis n° : 002/MAE/PRMP/SP-PRMP du 10 juillet 2026

Identification de la procédure : APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite au plan de passation des marchés publics du Ministère des Affaires Etrangères, version 1, publié sur le portail web des marchés publics du Bénin le 1^{er} avril 2026.
2. Le Ministère des Affaires Etrangères a obtenu dans le cadre de son budget des fonds du budget national afin de financer le Programme 1 : Pilotage et Soutien aux Services du MAE, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché relatif à l'accord-cadre à bons de commande pour le gardiennage, surveillance et sécurisation des locaux du Ministère sur 3 ans.
3. Le Ministère des Affaires Etrangères sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser le gardiennage, la surveillance et la sécurisation des locaux du Ministère sur 3 ans. Ces Services seront exécutés au Ministère des Affaires Etrangères sur la base des bons de commandes trimestriels, pour trois (03) ans.

De façon détaillée, ladite prestation de service consiste à assurer la sécurisation des locaux, des biens et du personnel du Ministère (bâtiment central, ancien bâtiment et bâtiment annexe du ministère), 24 heures sur 24 heures et 07 jours sur 07 jours. La prestation de service devra permettre au ministère de se prémunir contre les risques et contre tout danger pouvant provenir de l'intrusion de personnes malveillantes. Le prestataire devra dénoncer, aussitôt à la police et/ou aux autorités habilitées, tout cas suspect de vol, pour les dispositions diligentes à prendre.

Dans l'exercice de ses obligations, la responsabilité du prestataire pourra entièrement être engagée dans tous les cas d'insécurité, notamment les cas suivants :

- ✓ Vols de tout matériel par effraction comportant bris de porte, de toit, de clôture, de verre et de caisse ;

- ✓ Vols de pièces de véhicules et matériels lourds ;
- ✓ Vols de tout bien placé sous sa supervision et dus à une défaillance de surveillance (absence des agents de sécurité à leur poste de travail, sommeil pendant la surveillance, état d'ébriété, complicité active ou passive des agents de sécurité) ;
- ✓ Absence de ses agents sur les lieux.

En général, la responsabilité du prestataire est engagée toutes les fois où le Ministère connaîtrait des dommages résultant d'une défaillance du système sécuritaire, révélant une exécution insatisfaisante de la prestation de service.

Aucune variante ne sera prise en compte.

Le présent Dossier d'Appel d'Offres est en lot unique pouvant être attribué au soumissionnaire ayant fourni une offre conforme, économiquement la plus avantageuse.

En cas d'égalité des montants des offres de plusieurs candidats, le marché sera attribué au candidat ayant le plus de références techniques.

La présente procédure aboutira à la signature d'un accord-cadre mono attributaire de trente-six (36) mois non renouvelable, conformément aux dispositions des articles 40 et 41 de la loi 2020-26 du 29 septembre 2020 portant Code des marchés publics en République du Bénin et ses décrets d'application qui sera mise en œuvre par émission de bons de commande chaque année. Le renouvellement des bons de commandes est subordonné à la délivrance d'une attestation de satisfaction délivrée par l'Autorité Contractante. Les prix indiqués dans les bons de commande doivent être conformes aux prix proposés dans l'offre du titulaire de l'accord-cadre.

4. La participation à cet appel d'offres ouvert telle que définie dans la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant Code des marchés publics en République du Bénin concerne tous les candidats, remplissant les conditions définies dans le présent dossier d'appel d'offres ouvert et qui ne sont pas frappés par les dispositions des clauses 61 et 121 de ladite loi.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations au *Ministère des Affaires Etrangères*, auprès de *Madame KINDJI Y. Lucrèce, Personne responsable des Marchés publics a.i.*; *diplomatie.prmp.@gouv.bj* et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres au secrétariat de la personne responsable des marchés publics à l'adresse mentionnée ci-après : *Secrétariat Permanent de la Personne Responsable des Marchés publics, sis au bureau 328, 3ème étage de l'ancien bâtiment du Ministère, à compter du 13 / 07 /2026 de 8 heures à 12 heures 30 minutes et de 14 heures à 17 heures 30 minutes (heure locale), GMT + 1.*

6. Les exigences en matière de qualification sont :

a) Pour les anciennes entreprises**➤ Exigences techniques et expériences :**

- * Être une entreprise ou un groupement d'entreprises exerçant dans le domaine de la sécurité, justifiée par le Registre de Commerce et de Crédit Mobilier (RCCM) et/ou les statuts.
- * Avoir exécuté avec satisfaction en tant que prestataire ou sous-traitant au cours des trois (3) dernières années (2023, 2024 et 2025) et l'année en cours (2026) au moins deux (02) marchés de gardiennage et/ou surveillance et/ou de sécurisation des locaux pour un montant hors taxes de trente huit millions cent trente cinq mille cinq cent quatre vingt treize (38 135 593) FCFA par marché, justifiés par les copies légalisées des attestations de bonne fin exécution assorties du contrat (page de garde, page de signature et pages portant le montant en copie simple) ou les copies légalisées des procès-verbaux de réception, signées par les maîtres d'ouvrage ou leurs représentants (administration publique, sociétés ou offices d'État ou mixtes, représentations ou organisations internationales au Bénin), ou toutes autres personnes morales de droit privé.
- * Disposer d'un personnel clé dont les profils, qualifications et expériences doivent être conformes à ceux indiqués au point 5 « Personnel » de la sous-section C. critère d'évaluation.
- * Disposer des matériels adéquats qui doivent être conformes à ceux indiqués au point 6 « Matériel » de la sous-section C. critère d'évaluation et de qualification.
- * Fournir un agrément en cours de validité dans le domaine de la sécurité, délivré par le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (fournir la copie légalisée de l'agrément).
- * Fournir une déclaration sur l'honneur aux fins de déclarer tous les agents de sécurité à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et en produire les preuves après la notification du marché.
- * Avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurance, une assurance tous risques et disposer d'une police en cours de validité.

➤ Exigences financières :

- * Avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen au cours des trois (03) dernières années (2023, 2024 et 2025) au moins égal à soixante seize millions deux cent soixante onze mille cent quatre vingt six (76 271 186) F CFA, justifié par les états financiers présentés dans les formes prescrites au point 1 de l'annexe A-3-2.

- * Disposer d'avoirs liquides sous forme de fonds propres ou de lignes de crédits à hauteur de quatre millions deux cent trente sept mille deux cent quatre-vingt huit (4 237 288) F CFA, justifiés par une attestation d'une banque ou institution financière agréée en République du Bénin ou ayant un correspondant au Bénin.
- * Produire un engagement à payer au moins le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) à tout le personnel mobilisé et affecté à l'exécution des prestations ;
- * Produire un engagement à pouvoir payer régulièrement les salaires des agents de sécurité, en cas de retard du paiement des factures du prestataire
- * Les critères de capacité financières sont cumulatifs.

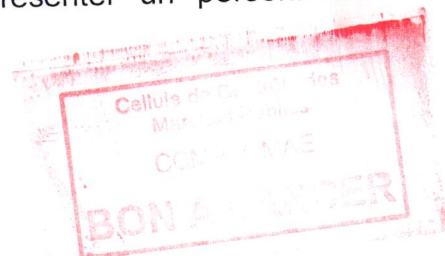
b) Pour les entreprises naissantes et celles qui n'ont pas encore trois (03) années d'existence

➤ Exigences techniques et expériences :

- * Être une entreprise ou un groupement d'entreprises exerçant dans le domaine de la sécurité, justifiée par le Registre de Commerce et de Crédit Mobilier (RCCM) et/ou les statuts.
- * Disposer d'un personnel clé et d'un personnel d'encadrement dont les profils, qualifications et expériences doivent être conformes à ceux indiqués au point 5 « Personnel » de la sous-section C. : critère d'évaluation et de qualification.
- * Disposer des matériels adéquats qui doivent être conformes à ceux indiqués au point 6 « Matériel » de la sous-section C. critère d'évaluation et de qualification.
- * Fournir un agrément en cours de validité dans le domaine de la sécurité, délivré par le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (fournir la copie légalisée de l'agrément).
- * Fournir une déclaration sur l'honneur aux fins de déclarer tous les agents de sécurité à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et en produire les preuves après la notification du marché.
- * Avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurance, une assurance tous risques et disposer d'une police en cours de validité.

NB : Les soumissionnaires doivent présenter un personnel clé distinct du personnel d'encadrement.

➤ Exigences financières :



- * Disposer d'avoirs liquides sous forme de fonds propres ou de lignes de crédits à hauteur de quatre millions deux cent trente-sept mille deux cent quatre-vingt huit (4 237 288) F CFA, justifiés par une attestation d'une banque ou institution financière agréée en République du Bénin ou ayant un correspondant au Bénin.
- * Les entreprises naissantes produiront le bilan d'ouverture et celles qui n'ont pas encore trois (03) années d'existence fourniront les états financiers de leurs années d'existence dans les formes prescrites au point 1 de l'annexe A-3-2.
- * Produire une attestation d'une police d'assurance des risques professionnels en originale portant l'objet couvrant la durée d'exécution, d'un montant d'au moins égal à quatre vingt trois millions huit cent quatre vingt dix huit mille trois cent cinq (83 898 305) F CFA, délivrée par une compagnie d'assurance.
- * Produire un engagement à payer au moins le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) à tout le personnel mobilisé et affecté à l'exécution des prestations ;
- * Produire un engagement à pouvoir payer régulièrement les salaires des agents de sécurité, en cas de retard du paiement des factures du prestataire
- * Les critères de capacité financière sont cumulatifs.

Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

7. Le délai d'exécution de cet accord-cadre est de trois-six (36) mois.

Le délai d'exécution des bons de commande sera précisé dans chaque bon de commande

8. Les candidats intéressés peuvent obtenir gratuitement le dossier complet d'appel d'offres à compter du 13 / 07 /2026. Le dossier d'appel d'offres en version papier ou en version électronique sous le format PDF sera immédiatement remis aux candidats intéressés sur simple présentation de ces derniers secrétariat Permanent de la Personne Responsable des Marchés publics, sis au bureau 328, 3^{ème} étage de l'ancien bâtiment du Ministère des Affaires Etrangères. Le dossier d'appel d'offres sera adressé aux candidats à leurs frais par poste ou courrier express. Ce dossier d'appel d'offres peut être obtenu par voie électronique à condition que le candidat remplisse la fiche de retrait du dossier

Ce retrait est matérialisé par une fiche de décharge établie selon un modèle mis à disposition par l'Autorité de régulation des marchés publics.

9. Les offres sont rédigées en langue française et devront être déposées en deux (02) exemplaires physiques à savoir un (01) original et une (01) copie, ainsi qu'une (01) version électronique scannée de l'offre sur clé USB sous le format PDF le tout dans

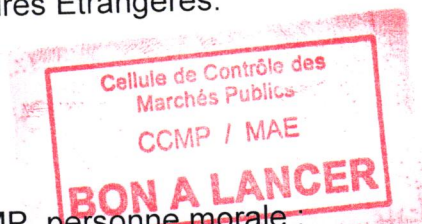
une enveloppe unique à l'adresse ci-après : Ministère des Affaires Étrangères, sis à Cadjèhoun, route de l'aéroport, en face de la Tour administrative H, entre la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) et l'ORTB (maison de la radio), Ancien bâtiment du Ministère des Affaires Etrangères.

Boîte postale : 01 BP 318 COTONOU BENIN

Numéro de téléphone : 00229 01 21 30 09 06

Numéro de télécopie : 00229 01 21 30 56 81

Adresse électronique professionnelle de la PRMP, personne morale :
diplomatie.prmp@gouv.bj Bureau 328, sis au 3^{ème} étage de l'Ancien bâtiment du
Ministère des Affaires Etrangères au plus tard le 04 / 08 /2026 à 09 h 00
minute, (heure locale), GMT + 1.



Le défaut de présentation de l'offre suivant les modalités prévues ci-dessus est éliminatoire.

Les offres qui ne parviendront pas aux heure et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires concernés.

10. Les offres (versions physique et électronique) seront ouvertes en présence des candidats ou de leurs représentants qui souhaitent être présents à l'ouverture des plis, à l'adresse ci-après :

Ministère des Affaires Étrangères, sis à Cadjèhoun, route de l'aéroport, en face de la Tour administrative H, entre la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) et l'ORTB (maison de la radio), Ancien bâtiment du Ministère des Affaires Etrangères.

Boîte postale : 01 BP 318 COTONOU BENIN

Numéro de téléphone : 00229 01 21 30 91 96

Numéro de télécopie : 00229 01 21 30 56 81

Adresse électronique professionnelle de la PRMP, personne morale : diplomatie.prmp@gouv.bj

Bureau 215, sis au 2^{ème} étage de l'Ancien bâtiment du Ministère des Affaires Etrangères, le 04 / 08 /2026 à 09 h 30 minutes, (heure locale), GMT + 1.

11. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de sept cent soixante deux mille sept cent douze (762 712) F CFA.

En ce qui concerne les micro, petites et moyennes entreprises, la garantie de l'offre peut prendre la forme d'une simple lettre de déclaration suivant le modèle prévu dans les formulaires de soumission du dossier d'appel d'offres.

12. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de *quatre-vingt-dix (90)* jours calendaires à compter de la date limite de soumission.



Cotonou, le 10 juillet 2026

La Personne responsable des marchés publics a.i ;

A blue circular official stamp. The outer ring contains the text "MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES" at the top and "MAE" at the bottom, separated by stars. The inner circle contains the acronym "CCMP". A blue ink signature is written across the center of the stamp.

Lucrece Y. KINDJI